

Le 19 mars 2009 frappons fort

Appel des organisations de la Fonction Publique Territoriale

CGT, CFDT, FO, FA-FPT, CFTC, CGC

En prolongement des appels unitaires de leurs confédérations et de leurs fédérations de la Fonction publique, notamment la déclaration commune du 5 janvier 2009, les organisations syndicales CGT, CFDT, FO, FA-FPT, CFTC, CGC considèrent elles aussi que les mesures annoncées sont trop parcellaires pour modifier le cap économique de la politique gouvernementale. Par ailleurs le Président a refusé catégoriquement d'augmenter le Smic, de modifier sa politique d'emploi dans les fonctions publiques et de revenir sur la défiscalisation des heures supplémentaires...

Elles considèrent par ailleurs que les mesures en matière de fiscalité locale annoncées par le Président de la République sont inquiétantes. Celles-ci ne seront pas sans conséquences sur le service public territorial et ses personnels.

A l'occasion de la journée de mobilisation interprofessionnelle du 19 mars 2009 qui donnera lieu à des grèves et des manifestations dans tout le pays et en prolongement de la déclaration commune du 5 janvier 2009, elles appellent leurs syndicats et les salariés, les demandeurs d'emploi, les retraités, à faire entendre au gouvernement comme aux responsables patronaux et employeurs leurs revendications :

- ▶ **défendre l'emploi privé et public,**
- ▶ **lutter contre la précarité et les dérèglementations économiques et sociales,**
- ▶ **exiger des politiques de rémunération qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités,**
- ▶ **défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale, des services publics de qualité.**

Par centaines de milliers, les salariés de la fonction publique territoriale se sont mobilisés le 29 janvier dernier. C'est à une véritable entreprise de désinformation visant à minorer la participation des agents territoriaux aux mouvements de grève que s'est livré le ministère de la Fonction publique en publiant ses chiffres de participation complètement faussés. Tout ceci conduit les organisations syndicales à poursuivre la mobilisation. Elles appellent à poursuivre les actions engagées dans nos secteurs professionnels.

Les organisations ont déjà convenu de se retrouver dès le 20 mars à 8H00 afin de définir des suites à donner au mouvement, si le gouvernement n'ouvre pas immédiatement des négociations et ne répond pas aux exigences revendicatives du moment connues de tous.

Elles tiennent elles aussi à exprimer leur solidarité et leur soutien aux salariés des DOM et à leurs organisations syndicales et appellent gouvernement et patronat à répondre positivement aux revendications posées.

Le gouvernement a mis 2,4 milliards d'euros pour relancer le pouvoir d'achat, ce qui est bien peu au regard des sommes englouties pour le sauvetage des banques et assurances. Ce gouvernement ne comprend et ne recule que lorsque les forces en présence le lui imposent. Comme les salariés d'outre mer, les chercheurs et étudiants, l'ensemble des salariés, privés d'emplois, retraités doivent massivement se retrouver dans la rue, le 19 Mars prochain.

Plus nous serons nombreux, plus nous aurons de chance d'être entendus. Les salariés de la Ville et du Département de Paris ont toutes les raisons d'être de la partie, comme ils l'ont été le 29 janvier dernier.

Tous ensemble, bougeons les !